

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — E.mail : soiretraite@hotmail.com

PROTECTION SOCIALE DES GARDES COMMUNAUX

Les propositions des pouvoirs publics

Les gardes communaux, par milliers, ont de nouveau fait parler d'eux il y a quelques jours, en organisant une énorme manifestation, avec une marche imposante de Blida sur Alger, pour de nouveau faire entendre haut et fort leurs revendications sociales. Malheureusement, les pouvoirs publics ont violemment réprimé ce mouvement et arrêté des dizaines de représentants de ce corps de sécurité. Dès le lendemain, le gouvernement faisait part de ses propositions pour prendre en charge ces revendications. De nouvelles promesses en l'air ? Nous publions ci-dessous de larges extraits du communiqué du ministère de l'Intérieur.

Le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales a fait part des «nombreux» résultats obtenus au profit des éléments de la Garde communale qui ont été empêchés, lundi 9 juillet, de marcher vers le siège de la présidence de la République pour y tenir un rassemblement et revendiquer des droits socioprofessionnels. «Grâce aux passerelles de communication et d'écoute ouvertes par le ministère de l'Intérieur, de nombreux résultats ont pu être obtenus, notamment en ce qui concerne la prime alimentaire et le régime indemnitaire», a indiqué le ministère dans un communiqué publié après la rencontre entre le ministre de tutelle et les représentants des éléments contestataires de la Garde communale. Il s'agit de la revalorisation de la prime alimentaire mensuelle qui est passée de 3 000 DA à 4 200 DA, du régime indemnitaire avec effet rétroactif à comp-



Photos : DR

ter du 1^{er} janvier 2008, qui a permis le relèvement de la prime de rendement de 20 à 30%, calculée sur le nouveau traitement, et de 10% de plus de l'indemnité de risque et d'astreinte qui a atteint les taux de 35, 40 et 45% calculés également sur le nouveau traitement, lit-on dans le texte. C'est ainsi que les éléments de la Garde communale bénéficieront, grâce à ces revalorisations, d'un rappel pour la période du 1^{er} janvier 2008 au 1^{er} juillet 2011, date de mise en œuvre du nouveau régime indemnitaire, entraînant de facto la revalorisation des salaires de la période de référence servant pour le calcul des retraites proportionnelles exceptionnelles.

Retraite proportionnelle exceptionnelle

Il a été également question de la mise en œuvre d'un dispositif exceptionnel de retraites proportionnelles, suite à la promulgation du décret exécutif 11-354 du 5 octobre 2011, a souligné la même source. Ce dispositif permet la mise en position de retraite des gens cumulant 15 années de service au 31 décembre 2012, sans condition d'âge avec rachat des droits par le Trésor public pour compenser la Caisse nationale des retraites (CNR) sur les années de cotisation en manque.

Il est à signaler, dans ce contexte, que le nombre de demandes déposées est de 44

057, celles-ci ont été validées et seront transmises incessamment aux services de la CNR pour leur prise en charge, a assuré le ministère. L'incidence financière de la mise en retraite proportionnelle exceptionnelle est estimée à 49 603 000 000 DA.

Parmi les résultats obtenus, figure l'institution de l'indemnité spécifique d'invalidité pour les éléments de la Garde communale souffrant d'invalidité, et ce, suite à la promulgation du décret exécutif 11-353 du 5 octobre 2011, a encore indiqué le communiqué. Cette indemnité, calculée sur la base du dernier salaire de l'intéressé, «est cumulable avec le salaire d'activité, la pension de retraite et les rentes de sécurité sociale».

Le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales a exprimé à ce propos «sa disponibilité de régler tout dossier d'ayants droit des gardes communaux victimes du terrorisme, dans le cadre de la réglementation en vigueur», a ajouté le communiqué. Par la même occasion, les représentants des contestataires parmi les gardes communaux ont «dûment» reconnu les avancées réalisées à la faveur de ce corps.

A cet effet, il a été signalé que les portes du dialogue «demeureront toujours ouvertes et la commission mixte, mise en place en mars 2011 pour se pencher sur les différentes revendications des éléments de la Garde communale, continuera ses travaux pour répondre au mieux aux aspirations de ces éléments dans le respect de la réglementation et éliminer toutes les incompréhensions».

Une marche non autorisée des gardes communaux a été empêchée lundi par les services de sécurité à Birkhadem (Alger), rappelle-t-on.

Les manifestants, au nombre de 5 000 selon la police, beaucoup plus selon les organisateurs, revendiquaient une retraite anticipée avec des indemnités (matérielles et morales) en cas de dissolution de leur corps. Ils réclament, en outre, des primes de rendement et de risque avec effet rétroactif et une réassurance 24h/24h, à partir de la date de leur installation.

L'octroi d'avantages aux gardes communaux en matière de logement, de soins, à l'instar des autres corps de sécurité, comptent également parmi leurs revendications.

LSR

COURRIER DES LECTEURS

Entreprise dissoute et non-versement des cotisations sociales

J'ai l'honneur et le respect de vous exposer mon sujet relatif à ma demande d'une pension de retraite et les difficultés auxquelles je me trouve confronté pour faire valider ma période d'activité salariée de 1981 à 1990, période durant laquelle j'ai travaillé au sein d'un Souk El-Fellah.

Suite à ma demande d'un relevé de carrière, on m'apprend que les cotisations de Sécurité sociale n'ont pas été versées par mon ancien employeur. Contrairement à ces réserves, j'ai en ma possession toutes les fiches de paie concernant la période en question et sur lesquelles figure bien la retenue Sécurité sociale.

Ma question : les fiches de paie sont-elles valables pour la validation des périodes dont les employeurs ont été «dissous» ?

M. Bouhaik M. - Birtouta

RÉPONSE : La mention de cotisations Sécurité sociale sur les fiches de paie n'est pas suffisante légalement pour justifier le versement effectif de ces cotisations par l'employeur.

Si la Cnas et la CNR ont effectivement reçu ces cotisations, il doit

y avoir une traçabilité dans leurs archives financières.

Y a-t-il d'autres collègues dans le même Souk El-Fellah qui ont pu faire valoir leurs droits à la retraite, ou qui, à l'inverse, sont dans la même situation que vous ?

Plus de maladie longue durée après l'âge légal de la retraite

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que j'ai été victime d'un accident vasculo-cérébral qui m'a lourdement handicapé en date du 4 janvier 2009 pendant mon activité salariée. Âgé de 62 ans, un dossier complet a été remis et accepté par les services de la Cnas de Tiaret ; congés de maladie renouvelables allant du 4 janvier 2009 au 18 avril 2012, accordés par les médecins du contrôle médical de la Cnas.

Puis j'ai été mis en (MLD) maladie longue durée pendant 3 ans. Six tranches de mes indemnités journalières me furent versées, et puis plus rien. Je suis handicapé à l'heure actuelle et sous traitement à vie. Considérant que je suis démuné, ni retraite ni aucune ressource.

Après 3 années et 6 mois, on me signifie, en date du 6 juin 2012, une notification de rejet, sous prétexte que je suis âgé de plus de 60 ans.

Prière m'informer si j'ouvre droit à cette pension d'invalidité.

M. Guerdi Mohamed, Tiaret

RÉPONSE : En fait, au plan législatif et réglementaire, vu que vous avez atteint, et même dépassé l'âge légal de départ à la retraite, qui est de 60 ans, la Cnas ne peut plus vous verser des indemnités au titre de la MLD. Vous devez faire valoir vos droits à la retraite, vos années de MLD étant prises en compte dans le calcul de votre pension de retraite.

Service national et retraite en France

Il me manque les 26 mois de service militaire que j'ai fait en Algérie pour le départ en retraite. Où faut-il les réclamer pour la régularisation des 9 trimestres ? La caisse de retraite en France a fait la demande à la caisse de retraite algérienne : pas de réponse de celle-ci.

Boutakhedmit Saïd

RÉPONSE : Au regard de la loi algérienne, les années de service national ne sont pris en compte que lors du départ à la retraite à l'âge légal de 60 ans. Pour cela, il faut remettre une copie de votre attestation de service national.

DISPARITION

Smaïl Allaouchiche, secrétaire général de la FNTR

Je viens juste d'apprendre la triste nouvelle du décès de notre grand frère Smaïl.

Au nom de son vieil ami El-Hadj-Kaddour Rayane, en mon nom personnel, au nom de tous les retraités de la wilaya de Laghouat et au nom du frère Rachid, directeur

CNR-Laghouat, nous prions tous ensemble Dieu le Tout-Puissant de l'accueillir dans son paradis et de lui compter nos témoignages d'amitié et de fidélité.

Nous adressons nos sincères condoléances attristées à sa famille en priant Dieu de les assister par la patience et la foi dans ces moments d'épreuve. Comme nous partageons notre deuil avec toute la communauté des retraités du pays, des frères de l'UGTA ainsi qu'avec tous ses amis et ses proches dans la vie et dans le militantisme syndical et politique. Nous venons de perdre un sage, un grand sage, militant de la justice sociale par la paix, le bon sens et le dialogue, la gentillesse et la simplicité, la sincérité qui porte toujours ses fruits partagés, le courage dans l'adversité et les moments difficiles. Son âge, son expérience, son comportement et ses conseils ont fait de lui un chef respecté et écouté par tous, quels que soient les différends, car il était toujours tendu vers l'intérêt commun, la justice, la pondération et le partage fraternel. «Inna li-Llah wa inna llayhi raajioûn».

Votre frère Mohammed-Tayeb – Hadjaïssa, FNTR - Laghouat

